



<div data-bbox="389 309 898 454" style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> <p>Envoyé en préfecture le 04/05/2023</p> <p>Reçu en préfecture le 04/05/2023</p> <p>Publié le</p> <p>ID : 083-218300317-20230504-MARCHE_2023_01-CC</p> </div> <div data-bbox="525 472 724 618" style="text-align: center;">  </div>	<div data-bbox="1002 129 1321 253" style="text-align: center;"> <p>REPUBLIQUE FRANÇAISE</p> <p>LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE</p> <p>DEPARTEMENT DU VAR</p> <p>ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p> </div> <div data-bbox="1098 253 1222 421" style="text-align: center;">  </div> <div data-bbox="1090 421 1233 472" style="text-align: center;"> <p><b>LE CANNET DES MAURES</b></p> </div> <div data-bbox="954 510 1332 548" style="text-align: center;"> <p>Décision JLL/ADP/JLR PTRU 10-2023</p> </div> <div data-bbox="954 593 1129 629" style="text-align: center;"> <p>Nomenclature 1.1</p> </div>
--	---

## DECISION DU MAIRE

### LE MAIRE,

**Vu** l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** la délibération 2020/admg/07 du Conseil municipal en date du 27 mai 2020 portant délégation du Conseil municipal à Monsieur le Maire,

**Vu** l'arrêté DGS n°031-2020 de Monsieur le Maire en date du 10 août 2020 portant délégation permanente de signature à Monsieur André Del Pia, 1<sup>er</sup> Adjoint,

**Considérant** le programme de travaux pluriannuel d'extension et réfection des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la commune ; ainsi que tous les travaux non prévisibles relatifs à des réparations ponctuelles sur ces réseaux,

**Considérant** que le rythme et l'étendue des besoins à satisfaire ne pouvant être entièrement définis et arrêtés, il convient de passer avec un opérateur économique un marché sous la forme d'un accord-cadre avec émission de bons de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,


**Considérant** la publicité effectuée le 10 janvier 2023 avec insertion de l'avis de consultation dans le journal d'annonces légales « TPBM » et sur la plateforme des marchés « marches-securises.fr, et la consultation d'entreprise associée,

**Considérant** que suite à la procédure, la proposition présentée par l'entreprise SAS MINETTO apparaît comme économiquement et techniquement la plus avantageuse,

### DECIDE

**ARTICLE 1 :** d'attribuer l'accord-cadre de travaux relatif aux travaux sur les réseaux d'eau potable et d'assainissement et tous les travaux non prévisibles relatifs à des réparations ponctuelles sur ces réseaux à l'entreprise SAS MINETTO, sise ZAC de Nicopolis, 200 rue des genêts à Brignoles ; pour une période comprise entre la date de notification et le 31 décembre 2023, reconductible d'une année complète (du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 décembre 2024) ; avec pour montants annuels sur chaque période :

- Montant minimum : 200 000 € HT
- Montant maximum : 600 000 € HT

<p>Envoyé en préfecture le 04/05/2023          Reçu en préfecture le 04/05/2023          Publié le          ID : 083-218300317-20230504-MARCHE_2023_01-CC</p>	<p>REPUBLIQUE FRANÇAISE          LIBERTE, EGALITE, FRATERNITE          DEPARTEMENT DU VAR          ARRONDISSEMENT DE BRIGNOLES</p>  <p><b>LE CAGNET DES MAURES</b></p> <p>Décision JLL/ADP/JLR PTRU 10-2023</p> <p>Nomenclature 1.1</p>
---	--

**ARTICLE 2 :** de dire que les dépenses pourront être imputées sur l'article 21531 du Budget Annexe de l'Eau Potable et sur l'article 21532 du Budget Annexe de l'Assainissement.

**ARTICLE 3 :** que le Directeur Général des Services et le Receveur Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Le Cagnet des Maures, le 4 mai 2023

**Pour Le Maire,**  
**L'Adjoint délégué au pôle technique de rénovation urbaine**  
**André DEL PIA**



**Délais et voies de recours :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire du Cagnet des Maures dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Toulon 5, rue Racine, 83000 Toulon, dans un délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)